



**INTERVIEW** Spécialiste en durabilité, Christian Arnsperger défend une économie plus respectueuse de l'humain et de la biosphère. Deux dimensions bradées par le système actuel.

# «Être heureux, en consommant moins»

**FLORIAN ÉRARD**

L'économie doit-elle amorcer un nouveau tournant? La question se pose à l'heure où la Suisse est en plein débat sur le revenu de base inconditionnel. Pour Christian Arnsperger, professeur en durabilité et anthropologie économique à l'université de Lausanne, il convient de s'orienter vers une économie régénérative, sociale et solidaire. Coopératives, monnaies complémentaires, banques alternatives, revenu de base et économie bicamérale sont, selon lui, autant de pistes qui permettent de dépasser le système actuel fait de consumérisme et de productivisme.

**Comment qualifier le système économique actuel?**

**Christian Arnsperger:** Aujourd'hui, nous sommes dans un système «CPC», à savoir consumériste, productiviste et «croissanciste». Il est caractérisé par une augmentation de la production de biens, satisfaisant des envies de consommation toujours plus importantes.

**A-t-il des avantages?**

On lui prête certaines qualités comme la performance et l'efficacité. En effet, il nous permet de nous enrichir globalement et promet ensuite une redistribution des revenus sans douleur: il suffirait de produire davantage pour satisfaire tout le monde. Une manière de penser qui fonde l'Etat providence dans nos social-démocraties actuelles.

**Pourtant les inégalités sont croissantes...**

Oui, le système n'arrive pas à être aussi équitable et juste qu'il le promet. Il exclut même de nombreux individus. Pis, le modèle productiviste a des effets néfastes pour l'humain et son rythme de vie puisque nous devons produire sans relâche. Nous pouvons le qualifier d'aliénant. Autre aspect problématique: son rapport à la biosphère. Nous puisons dans les ressources naturelles sans mesure. Chaque année, nous dépassons un peu plus tôt le budget écologique de la planète. Nous assistons donc à une surcharge tant psychologique qu'écologique.

**Comment notre économie peut-elle remédier à ce double problème?**

Une économie «circulaire» et «régénérative» doit être privilégiée. Elle consiste à tout recycler et à extraire le moins possible de ressources. Nous devons ainsi consentir à consommer moins, à trouver d'autres façons d'être heureux. Evidemment, un tel changement implique une forme de sobriété économique dont le but est de rester dans les limites de notre budget écologique annuel.

**Défendez-vous un modèle économique décroissant?**

Non, pas au sens où beaucoup l'entendent. Notre économie actuelle doit limiter sa taille, sans viser pour autant une croissance négative ou nulle, qui n'a que peu d'intérêt, l'essentiel étant de respecter nos ressources. Nous devons simplement parvenir à produire la juste quantité correspondant à nos besoins réels.



Pour Christian Arnsperger (médaillon), «nous sommes dans un système consumériste, qui se caractérise par une augmentation de la production de biens, satisfaisant des envies de consommation toujours plus importantes». KEYSTONE

**Comment savoir quels sont nos «besoins réels»?**

L'économie sociale et solidaire offre des réponses à ce défi. Elle produit des biens et des services sans volonté de faire un profit maximal. Les décisions sont prises de manière démocratique, avec la plus large consultation possible. Par une logique participative, on peut espérer déterminer les besoins exacts de chacun. Par ailleurs, cette organisation économique met l'accent sur le partage.

**Encore aujourd'hui, l'économie sociale et solidaire semble marginale.**

Pas tellement. Il existe beaucoup de sociétés traditionnelles qui fonctionnent encore selon ces principes. Elles déterminent collectivement les besoins et collaborent pour la production des biens, selon une logique de la «suffisance». Mais dans nos sociétés occidentales, après deux siècles d'accoutumance à un système CPC, il faut reconnaître que l'idée de s'autolimiter pour respecter les ressources naturelles effraie. Nous avons tendance à penser que nous serons contraints à l'appauvrissement. Or une telle société serait simplement plus sobre. Nous mutualiserions, partagerions davantage les biens, sans devenir pauvres pour autant. La soif de possession peut être remplacée par la soif de relation.

**Comment rendre opérationnel ce principe d'économie sociale et solidaire?**

Il y a la solution des coopératives, possédées par les salariés, voire même par les clients comme en France avec les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap). En effet, des paysans s'associent pour produire des aliments et les consommateurs paient chaque mois une somme fixe. Ils deviennent «actionnaires» de la production.

Les monnaies complémentaires peuvent également contribuer à un changement de perspective. Elles offrent la possibilité de fonctionner selon le principe du «crédit mutualisé». En bref, avec ce système, les commerces «créent» de la monnaie lorsqu'ils en ont besoin: les entreprises contractent dettes et créances en continu, selon les nécessités, qui s'équilibrent au fur et à mesure des échanges. De cette façon, une chaîne de solidarité se crée: tant les crédits que les débits appartiennent à tous. Un système mutualisé remédie aussi à la question de la quantité de monnaie à mettre en circulation, ce que les banques centrales ont souvent de la peine à estimer.

Les systèmes d'échange locaux sont aussi intéressants. Ils fonctionnent comme une monnaie, mais se limitent à des réseaux d'individus qui se connaissent.

**Mais ces alternatives semblent portées uniquement par quelques convaincus...**

Aujourd'hui, la démocratie ne se soucie pas tellement des ressources naturelles et peu d'une économie régénérative. Elle ne fournit donc pas d'incitation à expérimenter de nouvelles organisations économiques. Il faut dire que le système CPC actuel ne permet pas non plus aux gens de changer d'orientation, d'innover sans risquer de devenir marginaux et de perdre leurs droits. Les citoyens se retrouvent à tester seuls ces alternatives, face à des pouvoirs publics souvent dubitatifs et craintifs. Il y a certes une prise de conscience depuis une trentaine d'années, mais elle est encore insuffisante.

**Comment orienter l'économie vers les alternatives?**

Pour laisser la société s'adapter progressivement à un système alternatif, il faudrait segmenter l'économie en trois: une frange de «capitalisme verb», avec le

commerce de produits «verts» que nous connaissons aujourd'hui (voitures hybrides, par exemple), un secteur obligeant les acteurs à mener en partie des activités non marchandes et, enfin, un espace totalement alternatif, expérimentant des formes d'organisation nouvelles. De cette façon, un vrai pluralisme des visions du monde serait établi, permettant aux individus de choisir leur trajectoire de vie.

**Repenser l'économie, c'est une chose. Mais concrètement, quel est le champ d'action des acteurs économiques?**

Prenons le milieu bancaire. On voit des exemples comme la Banque alternative suisse (BAS) qui s'approche d'un fonctionnement coopératif. Même si elle tire des bénéfices de ses crédits et placements, la BAS cherche à réaliser un profit suffisant plutôt que maximal. Les actionnaires ne réclament pas nécessairement leurs dividendes, certains clients renoncent à une partie de leurs intérêts. La banque s'engage à soutenir des projets durables et contribuant au changement social. C'est de cette façon que les acteurs financiers peuvent jouer un rôle d'incitateurs.

**Y a-t-il d'autres formes de fonctionnement qui vont dans ce sens?**

Plus généralement, les entreprises pourraient s'organiser de manière «bicamérale». C'est une piste qui n'existe pas encore en pratique. Elle comprendrait une chambre du capital et une chambre du travail. La première serait l'équivalent d'un conseil d'administration où siègent les représentants des actionnaires et de la direction, la seconde réunirait des représentants des travailleurs et devrait agir comme un organe de contre-proposition aux décisions des dirigeants basées sur la seule volonté de profit.

**Pour aller au-delà de notre système, devrait-on aussi transformer le salariat?**

Des idées novatrices émergent, comme le revenu de base inconditionnel. Pour contribuer au changement social, un montant fixe suffisamment haut doit être alloué, sans quoi on considèrera que c'est simplement une subvention permettant aux entrepreneurs de réduire leur masse salariale. Ce n'est qu'avec une allocation élevée que les individus auront le véritable choix de s'essayer aux alternatives plus

radicales évoquées plus tôt sans devenir marginaux.

**Et peut-on trouver des solutions au chômage, préoccupation récurrente de l'économie actuelle?**

Aujourd'hui, certaines personnes sont exclues du marché du travail car d'autres travaillent beaucoup trop pour nourrir la croissance. Les individus actifs devraient alors réduire leur temps de travail hebdomadaire. Une société fidèle au principe d'économie sociale et solidaire diminuerait donc le chômage, car elle démocratiserait l'économie et partagerait le temps de travail équitablement: chacun serait davantage pris en compte et responsabilisé. |

Retrouvez cet article dans notre **Hors-série Alternatives**, verni au Salon du livre le 29 avril et **disponible en kiosque dès le 11 mai**.

Ce numéro spécial s'intéresse à des initiatives citoyennes prometteuses dans le domaine de l'habitat, de l'environnement, de l'agriculture et de l'économie.

A commander **dès le 29 avril** sur notre site: [www.lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)

## UN BUDGET ÉCOLOGIQUE ANNUEL DÉPASSÉ CHAQUE ANNÉE UN PEU PLUS TÔT

**L'activité humaine sur la planète** est gourmande en ressources naturelles. Le Global Footprint Network, un laboratoire international s'intéressant aux enjeux environnementaux, calcule chaque année la consommation du budget écologique annuel, soit l'utilisation des ressources que la terre est capable de renouveler. Le 13 août 2015, la population mondiale avait épuisé le capital nature renouvelable annuel, comme l'a indiqué l'été dernier l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

En d'autres termes, nous aurions besoin d'une planète et demie pour être respectueux de nos réserves renouvelables. En 2014, ce jour de dépassement est intervenu le 20 août. Plus

significatif encore, en l'an 2000, il avait eu lieu le 1er octobre, toujours selon l'OFEV.

Pour Christian Arnsperger, professeur à l'université de Lausanne, la surconsommation de nos ressources naturelles est le propre du système consumériste, productiviste et «croissanciste». FED



Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme soutient cette nouvelle rubrique.